JEAN-LUC PARODI

Chronique des sondages

Depuis une vingtaine d'années, le nombre de sondages publiés en France ne cesse de croître. Il n'est pas de semaine qui n'apporte son lot d'enquêtes et son contingent de pourcentages. Au début des années 70, un relevé des principaux sondages publics relatifs à la vie politique économique ou sociale des Français, effectués par les deux plus grands instituts, l'IFOP et la SOFRES, donnait le chiffre de 105 sondages et environ 500 questions pour l'année 1970, 127 et 1 100 en 1971, 96 et 700 en 1972, 92 et 800 en 1973. Le rythme de publication s'est encore accru depuis lors. Cette abondance et cette fréquence posent un problème à l'observateur de la vie politique, martelé de pourcentages, assommé d'informations éclatées, atomisées, déstructurées. C'est pour contribuer à le résoudre qu'il a paru nécessaire, à mi-chemin de l'enquête scientifique (2) et du sondage quotidien, de présenter cette chronique de l'opinion publique qui, prenant du champ, par rapport à l'actualité immédiate, souhaite remplir une triple fonction : mettre de l'ordre dans l'extraordinaire diversité des approches et des questions et classer les instruments de mesure, faire échapper le sondage à la tyrannie du quotidien et le restituer dans une perspective diachronique, décomposer la distribution globale selon les principaux sous-groupes et en mettre en évidence les composantes principales. Autrement dit, recenser, classer et analyser les matériaux nécessaires à une meilleure compréhension, sociologique et historique, de l'opinion publique.

(1) Voir Marie-Thérèse LANCELOT, Enquêtes politiques effectuées par l'IFOP et la SOFRES (année 1970, 1971, 1972 et 1973), dans *Revue française de Science politique*, juin 1971, juin 1972, juin 1973, décembre 1974.

(2) Dont le dernier ouvrage de Guy MICHELAT et Michel SIMON, *Classe, religion, et politique*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1978, offre l'exemple le plus récent et le plus rigoureux.

• LES PARTIS FRANÇAIS DEVANT L'OPINION DEPUIS 1972

Le recensement des grands domaines couverts par les sondages politiques met en évidence sept catégories principales, faisant l'objet de mesures dans l'opinion :

a) La mesure de la satisfaction à l'égard des détenteurs du pouvoir exécutif, Président de la République, Premier ministre, ministres. La « popularité » du Président de la République et du Premier ministre est régulièrement mesurée chaque mois par l'IFOP (3). Depuis octobre 1978, la SOFRES publie également une cote globale de confiance à l'égard du Président de la République et du Premier ministre.

b) La mesure de *l'action gouvernementale*, de la politique suivie par le pouvoir exécutif, soit globalement, soit par domaine d'intervention, etc.

c) La mesure des *électorats*, la plus attendue et la plus délicate (4).

d) La popularité des *hommes politiques*, ministres, leaders des diverses formations politiques, etc. (5).

e) La perception des *institutions*, institutions proprement politiques comme l'Assemblée nationale, le Conseil constitutionnel, institutions au sens sociologique, l'Eglise, l'armée, etc.

f) La perception des *enjeux*, des attitudes à l'égard de tel ou tel problème.

g) La perception des *organisations*, syndicats, partis, etc.

C'est à l'examen de ces derniers, au recensement des instruments qui les mesurent, à l'analyse des indications qu'ils fournissent qu'est consacrée cette chronique. Précisons qu'il s'agit ici non des attitudes des Français à l'égard des phénomènes partisans en général (6), mais

(3) Voir Jean-Luc PARODI, Sur deux courbes de popularité, *Revue française de Science politique*, février 1971 ; ID., Essai de périodisation de la Ve République à travers les sondages, *Pouvoirs*, 4 ; Jean-Dominique LAFAY, Les conséquences électorales de la conjoncture économique : essai de précision chiffrée pour mars 1978, *Vie et science économique*, octobre 1977. La courbe de popularité de Valéry Giscard d'Estaing a été publiée dans Jean-Luc PARODI, Les élections cantonales : comme en 1976, la gauche majoritaire, *Revue politique et parlementaire*, mars-avril 1979, et dans Jérôme JAFFRÉ, L'opinion publique et le giscardisme, *Pouvoirs*, 9.

(4) Voir par exemple Roland CAYROL et Jérôme JAFFRÉ, Les électeurs de la majorité : unité et clivages, *Le Monde*, 11 mars 1978.

(5) Voir Roland CAYROL et Jérôme JAFFRÉ, Quel est le meilleur candidat socialiste pour 1981 ?, *Le Monde*, 1-12-1978 ; Jean-Luc PARODI et Pascal PERRINEAU, François Mitterrand et Michel Rocard. Les leaders socialistes devant l'opinion (1968-1979), *Projet*, avril 1979.

(6) Voir par exemple Les Français jugent les partis (Sondage SOFRES), *Figaro Magazine*, 27 janvier 1979.

de celles qui touchent chacun des grands partis en eux-mêmes et par rapport aux autres.

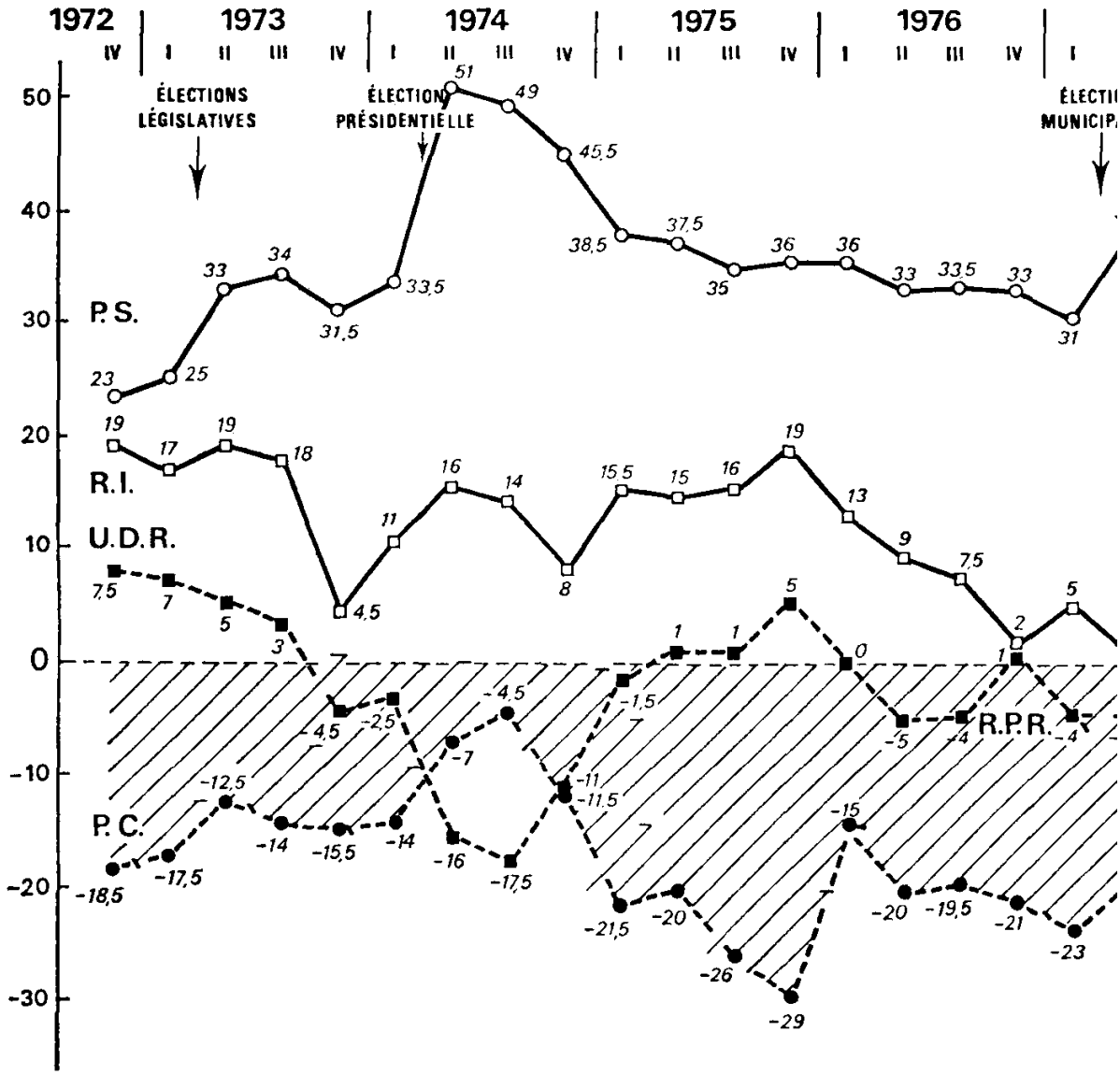
Comme on l'a fait ailleurs pour les questions concernant les hommes politiques (7), on peut répartir les questions portant sur les partis politiques selon deux grandes dimensions : selon qu'elles invitent à *noter* le parti considéré ou qu'elles demandent de *choisir entre* plusieurs formations d'une part, selon qu'elles classent ou notent les partis *de façon générale et globale* ou au contraire par rapport à un *qualificatif particulier* d'autre part.

	QUESTION DE NOTATION	QUESTION DE CHOIX
QUESTION GLOBALE	« Avez-vous une opinion très bonne, assez bonne, assez mauvaise, très mauvaise de chacune des organisations suivantes ? »	« Pouvez-vous classer les partis politiques suivants par ordre de préférence ? »
QUESTION LIÉE A UN QUALIFICATIF	« Pour chacune des formations politiques suivantes, pouvez-vous me dire si vous la situez à l'extrême gauche, à gauche, au centre gauche, au centre droit, à droite ou à l'extrême droite ? »	« Parmi les partis politiques suivants, quel est celui qui vous paraît être le plus capable... de réduire les inégalités sociales ? », etc.

A ces deux premières classifications qui, combinées, déterminent quatre grands types de questions, on peut en ajouter une troisième qui situe les partis les uns par rapport aux autres en mesurant le degré de ressemblance ou de différence, de proximité ou d'éloignement entre deux formations politiques données.

Le seul de ces différents instruments de mesure dont on dispose de façon régulière, dans une formulation identique, depuis un certain nombre d'années est constitué par la cote SOFRES des partis politiques, telle qu'elle est publiée mensuellement par *Le Figaro* depuis octobre 1972 (*Figaro-Magazine*, depuis novembre 1978), avec une seule interruption d'avril à septembre 1978 : *Avez-vous une opinion très bonne, assez bonne, assez mauvaise, très mauvaise de chacune des organisations suivantes ?* Les résultats sont généralement publiés sous la forme regroupée « Bonne opinion » (très bonne + assez bonne),

(7) Voir J.-L. PARODI, P. PERRINEAU, *op. cit.*



GRAPHIQUE 1. — *Indice de satisfaction des partis politiqu*
(Moyennes trimestrielles)

« Mauvaise opinion » (assez mauvaise + très mauvaise) (8).

Il s'agit donc d'une question de notation, globale, sans référence temporelle, offrant quatre possibilités de réponse. De manière générale, le nombre de *sans réponse* oscille entre 10 % et 30 % ; il est toujours faible pour le PS et le PC, un peu plus élevé pour le gaullisme UDR-RPR et surtout pour le parti RI-PR-UDF (9), nettement plus fort pour les petites formations centristes comme le MRG ou le CDS (10).

Les résultats généraux peuvent être présentés de deux manières, soit par la construction d'un indice qui, par simple soustraction (total des opinions positives moins total des opinions négatives ; on ne tient pas compte alors des sans réponse), permet d'attribuer à chaque parti une note pouvant aller de + 100 (la totalité de la population considérée ayant du parti une bonne opinion) à — 100 (l'inverse), soit encore en ne tenant compte que des opinions favorables. L'indice constitue un instrument plus sensible, qui grossit les évolutions (11) et est particulièrement structuré par les refus : deux partis de droite à égalité d'opinion favorables peuvent être différenciés sur l'indice par la proportion différente d'opinions défavorables recueillies dans l'électorat de gauche : c'est ainsi qu'en novembre 1978, le RPR et l'UDF comptaient l'un et l'autre 36 % d'opinions favorables, mais se distinguaient par la proportion d'opinions défavorables, 40 % pour l'UDF, 45 % pour le RPR, soit un indice de — 4 pour la première (36-40) et de — 9 pour le second (36-45). Les deux mesures ont chacune leurs avantages et il s'agira moins de choisir entre elles que de déterminer celle qui est la mieux appropriée à ce que l'on entend mesurer (12).

(8) Cette question a fait l'objet de quelques utilisations. Voir Jérôme JAFFRÉ, La querelle de la gauche et l'opinion publique, *Projet*, avril 1975 ; Denis LINDON, L'évolution des indicateurs du climat politique de l'automne 1976 à l'automne 1977 dans SOFRES, *L'opinion française en 1977*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1978, p. 11-28 et dans le même ouvrage, J.-L. PARODI, L'union et la différence : les perceptions de la gauche après la crise de septembre 1977, p. 69-86 ; J. JAFFRÉ, *op. cit.*, *Pouvoirs*, 9.

(9) Le passage du PR à l'UDF semble avoir provoqué provisoirement une remontée des *sans opinion* à l'automne 1978, qui s'est progressivement atténuée au printemps 1979.

(10) Pour l'ensemble de l'année 1977 par exemple, la moyenne de *sans réponse* a été de 13,6 pour le PS, 15,1 pour le PC, 21,5 pour le RPR, 22,3 pour le PR, 30,1 pour le MRG et 37,8 pour le CDS.

(11) Le passage de 1 point des bonnes opinions aux mauvaises fait bouger l'indice de 2 points. Le parti qui passe de 40 % de bonnes opinions à 39 % et de 35 % de mauvaises opinions à 36 % voit son indice évoluer de + 5 (40-35) à + 3 (39-36).

(12) Si l'indice synthétise mieux l'ensemble des informations disponibles, la mesure de la force respective des formations de la majorité ne doit pas être faussée par la différence d'intensité de l'hostilité qu'elles suscitent dans l'opposition de gauche.

Le graphique 1 fournit pour chaque trimestre de la période 1972-1979 l'évolution de l'indice pour les quatre grandes formations politiques. Il met en évidence une hiérarchie générale, deux parallélismes, quelques grandes lignes d'évolution.

La hiérarchie des formations politiques apparaît avec évidence au premier coup d'œil. A une exception près, elle reste inchangée durant les sept ans sur lesquels portent les données disponibles. Le Parti socialiste occupe continûment la première place et le Parti communiste, à une seule exception près, ferme la marche avec une égale régularité (13). Entre les deux, la formation giscardienne sous ses appellations successives l'emporte toujours sur l'UDR-RPR. On distingue ainsi un groupe de partis centraux mieux placés dans l'opinion et un groupe de partis périphériques moins bien perçus, sans que cette distinction centre-périphérie soit toujours très nette pour les deux formations de droite.

Les évolutions des deux composantes de chaque coalition offrent l'exemple d'un parallélisme inégal, presque parfait à gauche, plus irrégulier à droite.

On a montré ailleurs à quel point l'image du PC chez les sympathisants socialistes et celle du PS chez les communistes évoluaient de façon parfaitement parallèle en fonction directe des aléas de l'union de la gauche (14). Cette évolution concordante structure l'ensemble des deux courbes (15) et détermine leur parallélisme général, qui ne souffre guère d'exception.

Il n'en va pas tout à fait de même à droite, où parallélisme et discordanee déterminent (ou reflètent) une périodisation relativement instructive. La similitude générale qui fait monter ou baisser ensemble dans l'opinion giscardiens et gaullistes disparaît à deux reprises : d'abord à l'été 1974 où l'UDR pâtit de l'échec présidentiel de J. Chaban-Delmas, le retour au parallélisme s'effectuant à partir du mois de novembre, puis à l'automne 1976 et jusqu'à la fin de 1977, avec la création du RPR et les antagonismes qu'elle suscite.

L'analyse longitudinale confirme l'importance fondamentale de

(13) De mars à novembre 1974, aux lendemains de l'élection présidentielle, l'UDR qui va subir les conséquences de l'échec de J. Chaban-Delmas apparaît l'espace de 6 sondages plus « impopulaire » que le PC qui se montre à cette occasion comme l'aiment les Français, c'est-à-dire absent de la compétition et rallié au candidat socialiste.

(14) J.-L. PARODI, L'union et la différence, *op. cit.*

(15) D'autant que les temps forts de l'union de la gauche ne semblent pas entraîner une augmentation notable de l'hostilité dans l'électorat de droite.

l'élection présidentielle dans l'histoire de la dernière décennie et incite à distinguer quatre grandes étapes :

a) *Octobre 1972-mars 1974*, avec la préparation de l'élection présidentielle, l'effondrement de la droite au quatrième trimestre de 1973 (16), les premiers signes du décollage socialiste.
b) *Juin-décembre 1974*, avec l'effet immédiat de l'élection présidentielle et du premier affrontement électoral de la majorité.
c) *Janvier 1975 à fin 1976-1977 :* ici la périodisation est plus délicate, surtout à droite où les transformations successives de l'UDR en RPR et des RI en PR et l'épisode municipal parisien constituent autant d'étapes du remodelage du système partisan ; à gauche, c'est bien entendu la rupture de septembre qui constitue la coupure.
d) *Depuis fin 1977 :* Cette dernière période apparaît à bien des égards originale, puisque chacun des quatre grands partis y connaît son record absolu d'impopularité : le PS en novembre 1977 (+ 16) et mars 1979 (+ 19), le PR-UDF en mars 1979 également (— 10), le RPR un mois plus tard en avril 1979 (— 20) (17), et le PC en décembre 1977 (— 37) et décembre 1978 (— 34).

Le mécontentement grandissant incite à construire une courbe de satisfaction globale à l'égard des quatre grands partis (18) :

1972	+ 7,9	1976	+ 5,3
1973	+ 8,0	1977	+ 0,6
1974	+ 8,6	1978	+ 3,2
1975	+ 7,6	1979	— 7,6

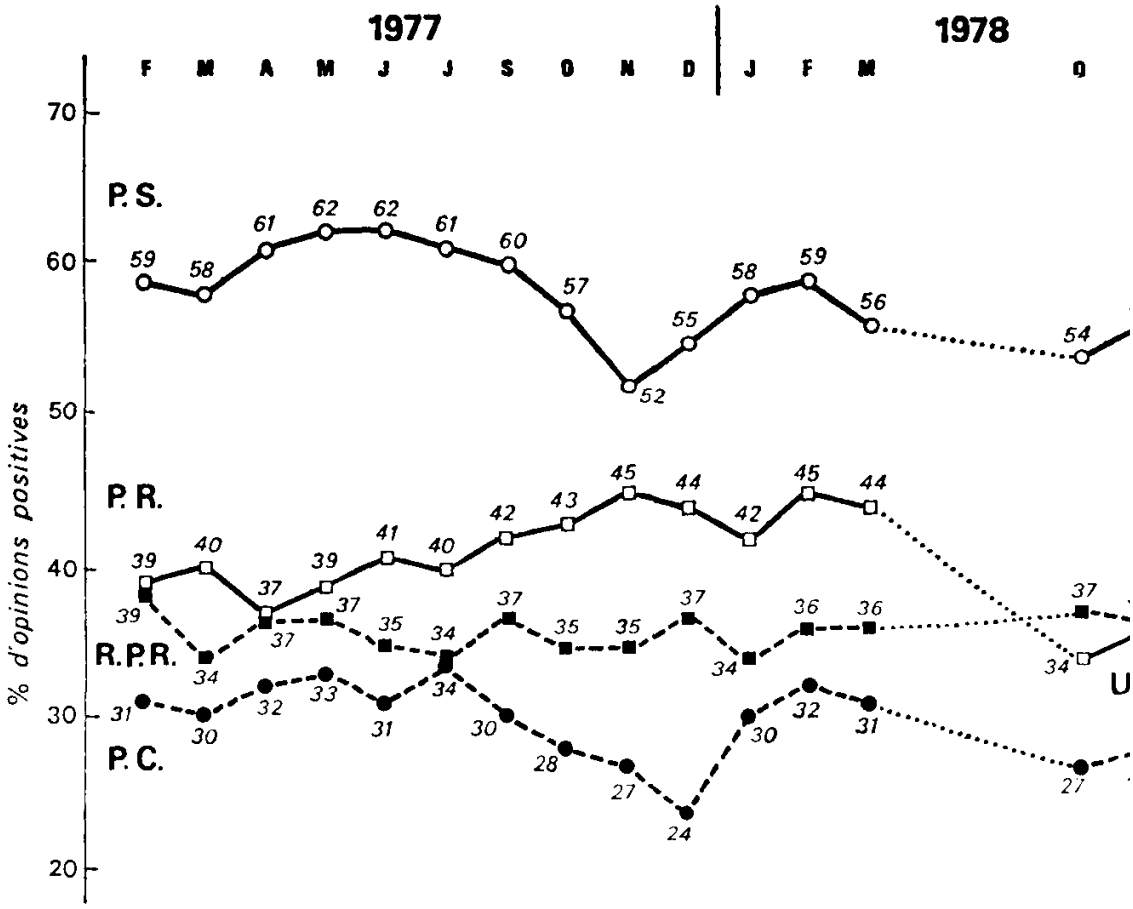
Celle-ci révèle que la satisfaction générale est plus forte en période de bipolarisation accentuée qu'en période de dislocation des blocs et ceci pour deux raisons cumulées : l'une qui veut que la bipolarisation joue au profit des blocs centraux, l'autre qui fait de l'union une valeur appréciée de l'opinion.

Décrire ne suffit pas, même si l'exactitude de la description permet de mieux délimiter le phénomène que l'on cherche à expliquer. L'examen auquel on s'est livré permet ainsi de déterminer ce que Stein Rokkan aime à appeler les *explicanda*. Dans l'ordre d'impor-

(16) Effondrement qu'enregistrent également les autres indicateurs : les cotes de satisfaction du Président de la République et du Premier ministre perdent 17 et 24 points d'octobre 1973 à février 1974.

(17) En juillet 1977, après l'élection présidentielle, l'UDR avait atteint le même niveau d'impopularité (— 20).

(18) Moyenne des indices de satisfaction à l'égard des quatre grands partis.



GRAPHIQUE 2. — *Cote de satisfaction des partis politiques* (% d'opinions positives)

tance, il faut esquisser une explication de la hiérarchie, de l'évolution globale, des mouvements de moindre importance.

L'indice global de satisfaction d'un parti donné dépend de cinq éléments principaux :

1. *L'électorat potentiel de ce parti ;* comme il y recueille bien évidemment un très fort taux de satisfaction (plus de 85 % d'opinions positives en moyenne), il obtiendra un indice d'autant plus fort que cet électorat est abondant (19).
2. *L'accueil qu'il reçoit dans la zone incertaine de l'opinion,* celle qui n'avoue pas de préférence partisane (20).
3. *Les relations de bon voisinage* qu'il entretient avec ses voisins immédiats sur l'axe gauche-droite. On notera à cet égard qu'un parti situé à la périphérie ne compte par définition qu'un seul voisin contre deux pour ceux qui sont situés plus proches du centre. Autrement dit, un parti périphérique sera défavorisé sur ce plan par rapport à un parti central. Sa probabilité de susciter des opinions négatives étant également plus élevée, son indice de satisfaction a toutes chances d'être moins fort.
4. *L'électorat potentiel des partis voisins.* A proportion égale d'opinion positive chez son voisin immédiat, un parti obtiendra un indice d'autant plus fort que l'électorat de ce voisin sera abondant.
5. *La distance* entre deux partis ; la notion de voisinage qui suppose qu'aucun parti ne s'intercale entre les deux qu'on appelle « voisins » ne précise pas en effet le degré de proximité ou d'éloignement qui les caractérise ; un parti recueillera un score d'autant plus fort chez son voisin que celui-ci sera proche de lui.

Ces cinq éléments, qui peuvent jouer de façon contradictoire (21), déterminent la hiérarchie générale des partis et expliquent sans difficulté celle qu'on a mise en évidence dans le cas français : prédominance des partis centraux sur les partis périphériques, succès du Parti socialiste dans la zone incertaine de l'opinion (et fort électorat potentiel), « distance » particulièrement accentuée entre le PC et les autres partis. Parce qu'elle découle des structures profondes de l'opinion,

(19) Imaginons deux partis (représentant l'un 10 % et l'autre 30 % des intentions de vote) n'obtenant de notes positives que dans leur propre électorat ; le premier obtiendra 8,5 % (85 % de 10), et le second 25,5 %.

(20) Ainsi en mars 1977, l'indice de satisfaction chez les Français sans préférence partisane était de + 24 pour le PS, + 0 pour les RI, — 1 pour le RPR et — 25 pour le PC.

(21) Ainsi un parti périphérique, et affaibli par cette extermination, peut en compenser les effets par l'existence d'un fort électorat potentiel. Le Parti communiste italien par exemple pourrait peut-être illustrer cette hypothèse.

cette hiérarchie semble peu susceptible de graves bouleversements.

La tendance à la baisse de toutes les formations politiques, qu'à l'intérieur de cette structure hiérarchique on a signalée précédemment, peut être à son tour expliquée par la variation de ce que l'on a appelé la « distance » entre partis. Comme la relation de voisinage constitue l'un des éléments structurants de l'indice global, toute détérioration de cette relation, toute accentuation de la distance interpartisane entraînent nécessairement une baisse dudit indice. A la désunion de la gauche depuis septembre 1977 qui explique l'essentiel de la forte chute des deux partis de gauche sur l'indice vient s'ajouter la discorde de la majorité, particulièrement ressentie dans l'opinion depuis un an. Bref, ce que l'on mesure, ce sont les effets directs de la « quadripolarisation ».

Structurée dans sa hiérarchie par le jeu combiné des potentialités électorales de partis, de leur situation sur l'axe gauche-droite et des distances qui les séparent les uns des autres, structurée dans son évolution générale par la dialectique de l'union et de la différence à l'intérieur des deux grandes coalitions, la cote de satisfaction à l'égard des partis politiques subit enfin des mouvements de nature plus conjoncturelle.

Pour les délimiter, on pourrait établir une sorte de typologie des évolutions, selon le type de parallélisme ou de discordance qui les caractérise et la nature des partis concernés. On obtiendrait ainsi quelques grands types de mouvements :

1. Progression (ou recul) des quatre partis : il s'agit alors soit d'un phénomène de mobilisation de l'opinion, assez classique en période préélectorale par exemple et caractérisé par la baisse du taux de sans réponse, soit d'un renforcement des deux grandes coalitions, unies l'une et l'autre autour de leur aile centrale.
2. Progression des deux partis de gauche et recul des deux partis de droite (ou inversement) : il s'agit d'une évolution générale de l'opinion, que l'on constate alors également sur les autres indicateurs.
3. Recul des deux partis de gauche sans mouvement sensible des deux partis de droite (ou inversement) : il s'agit en général des effets de la désunion à l'intérieur d'un bloc. Si celle-ci frappe les deux blocs à la fois, la baisse sera générale.

On rappellera alors mouvements conjoncturels ceux dont les systèmes d'explication n'auront pas permis de rendre compte, « conjoncturels » parce qu'ils appellent l'examen attentif de la conjoncture immédiate.

La cote SOFRES des partis politique apparaît ainsi comme un instrument précieux de mesure du système de partis. Son analyse pose cependant autant de problèmes qu'elle permet d'en résoudre : problème de *situation* des partis sur un axe gauche-droite, problème de *distance* entre les partis sur cet axe, problème *d'unité ou de pluralité* des axes de rangements des partis, problème des *alliances et des coalitions* d'une part, problème des *composantes* de cette image globale des partis, problème des rapports entre cette image et celle de leurs leaders, d'autre part. Autant de problèmes sur lesquels on reviendra.